

## Séance publique du lundi 22 juillet 2013

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

### Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

## Attribution d'une subvention à l'association Jam Jazz Action Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

L'association Jam Jazz Action - JAM - est à la fois le seul centre de formation conventionné pour la région Languedoc-Roussillon et aussi un lieu unique, sur la Ville de Montpellier. Il est doté d'une salle de concerts de 400 places, de locaux de répétitions, d'un lieu de résidence, de création et studio d'enregistrement.

Créé en 1978, le JAM n'a cessé de se développer en soutien des musiciens locaux et régionaux tout en invitant régulièrement des artistes de réputation internationale. Le JAM pratique une réelle politique tarifaire permettant l'accès à la formation jazzistique et aux concerts pour le plus grand nombre.

Sur la saison 2011-2012, le JAM a produits 83 concerts soit en direct soit avec des partenaires. Chaque jeudi, des groupes émergents se produisent au cours de concerts ouverts à tous et gratuits. En 2012, il a reçu plus de 220 élèves et plus de 26 000 personnes sont venues assister aux différents concerts. Les projets ne manquent pas comme celui de créer, en mars, au niveau régional, un festival de jazz qui à l'évidence fait défaut.

Ses activités musicales doivent bien entendu pouvoir se développer sans occasionner de gêne pour le voisinage., En conformité au Code de l'Environnement dans ses articles R. 571-25 et suivants concernant « les établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée », le JAM doit aujourd'hui faire réaliser une étude d'impact des nuisances sonores et se doter d'un limiteur de pression acoustique. Le montant établi sur devis de cette opération nécessaire au bon fonctionnement du Jam Jazz Action s'élève à 3 834 euros.

Considérant que l'ensemble des activités de l'association Jam Jazz Action contribuent à la réputation de la ville tant au niveau régional qu'international ; qu'elles s'inscrivent dans sa politique culturelle au plan musical, et qu'elle présente donc un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter son soutien afin de l'aider à faire le nécessaire pour se mettre aux normes acoustiques et propose en conséquence de lui attribuer une subvention de 3 834 euros pour assurer son bon fonctionnement.

#### Tableau attribution

Code	Association	F/M	Montant
154	Jam Jazz Action	F	3 834 €
		<b>TOTAL</b>	<b>3 834 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

#### En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention type ;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 3 834 euros.
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 23 juillet 2013**